



LA VEILLE EMPLOI-FORMATION DU CARIF-OREF OCCITANIE

N°544

25/10/2023

veille@cariforefoccitanie.fr



<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE	1
APPELS A PROJETS	1
APPRENTISSAGE - ALTERNANCE	3
EMPLOI	3
ENTREPRISES	4
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	4
FORMATION PROFESSIONNELLE.....	5
INSERTION DES JEUNES.....	7
INSERTION PUBLIC EN SITUATION DE HANDICAP.....	7
SECTEURS D'ACTIVITE - METIERS	7

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE

L'emploi des travailleurs handicapés en Occitanie en 2021

SANTINON Clément, Carif-Oref Occitanie, Octobre 2023, 10 p.

En lien avec la Dreets, le Carif-Oref Occitanie réalise chaque année une étude sur l'emploi des travailleurs handicapés en région. Les derniers résultats portent sur l'année 2021.

En Occitanie, le nombre de travailleurs handicapés travaillant dans les entreprises de 20 salariés et plus assujetties à l'obligation d'emploi s'élève à près de 42 700 en 2021.

La région se distingue par un taux d'emploi direct de 4,7 % légèrement supérieur à la moyenne nationale (4,5 %). Le taux d'emploi direct attendu est atteint par 87 % des entreprises, avec des disparités plus ou moins importantes selon la taille d'entreprise et le secteur d'activité.

<https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/lemploi-des-travailleurs-handicapes-en-occitanie/>

Diagnostic territorial Occitanie

Pôle emploi Occitanie, Octobre 2023, 25 p.

Diagnostic territorial qui apporte des repères clés et des éléments d'analyse sur l'emploi, les recrutements, les difficultés à recruter ou à être recruté. L'ensemble de ces informations contribuent à identifier les principales problématiques du marché du travail pour chacun des territoires de la région.

<https://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/rechercher-des-documents/par-thematique/contexte-economique/diagnostic--territorial/tous/1/CT1/dernieres-publications/>

L'essentiel des zonages en Occitanie

ANCELIN Guillaume, Insee dossier Occitanie, n°21, Octobre 2023, 52 p.

Ce dossier présente les principaux zonages pour la région Occitanie, qu'ils soient administratifs, d'étude ou d'action publique. Pour chacun d'eux, il fournit des indicateurs de population, superficie et densité de peuplement. La géographie de référence de cette édition est celle du 1^{er} janvier 2023.

Au cours de l'année 2022, les bassins de vie ont été redéfinis. Cette édition 2023 de « L'essentiel des zonages en Occitanie » intègre cette nouvelle définition.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7705296>

La conjoncture en Occitanie. Septembre 2023

Bulletin de la banque de France, Octobre 2023, 16 p.

Synthèse des secteurs d'activité.

<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-occitanie-septembre-2023>

APPELS A PROJETS

Groupement de commandes pour la formation à la sécurité au travail - Ville d'Agde

Date limite de réception des offres le 9 novembre 2023

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/groupement-de-commandes-pour-la-formation-a-la-securite/ao-9096516-1>

Prestations d'analyse de candidatures ou d'offres reçues dans le cadre d'Appels d'Offres et d'Appels à Projets menés par Atlas

Date limite de réception des offres le 13 novembre 2023

<https://www.opco-atlas.fr/appels-d-offres/prestations-danalyse-de-candidatures-ou-doffres-recues-dans-le-cadre-dappels-doffres-et-dappels.html>

Actions de formations collectives au profit des collaborateurs de OPCO Mobilités

Date de clôture le 16 novembre 2023

<https://www.opcomobilites.fr/qui-sommes-nous/marches-et-appels-doffres/appel-doffres/actions-de-formations-collectives-au-profit-des-collaborateurs-de-opco-mobilites>

Prestations de formation relatives à la thématique « Sensibilisation à la médiation animale »

Ce marché concerne la mise en place de formations collectives à l'attention des personnels des adhérents de moins de 50 salariés. 14 lots régionaux constituent ce marché.

Les réponses sont attendus au 20 novembre 2023 à 12h 00

<https://www.opco-sante.fr/prestations-de-formation-relatives-la-thematique-sensibilisation-la-mediation-animale>

Réalisation d'une étude sur l'évolution des métiers de la branche Bureaux d'Etudes face à l'intégration du métavers dans les entreprises – OPCO Atlas

Date limite de réception des offres le 21 novembre 2023

<https://www.opco-atlas.fr/appels-d-offres/realisation-dune-etude-sur-levolution-des-metiers-de-la-branche-bureaux-detudes-face-lintegration-du.html>

Formation de renforcement des compétences des agents de la Direction Gestion Expertise RH du Département de l'Hérault

Date limite de réponse le 24 novembre 2023

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/formation-de-renforcement-des-competences-des-agents-d/ao-9099957-1>

Appel à projets CPF : listes des certificateurs - 2^e vague - Caisse des dépôts

Pour améliorer l'expérience des certificateurs, dans leur obligation à transmettre les listes des titulaires de leurs certifications au système d'information du Compte personnel de formation, la direction des politiques sociales de la Caisse des Dépôts lance la deuxième vague de son appel à projets.

Les enjeux de l'appel à projets :

Mon Compte Formation référence plus de 3 000 certificateurs (organismes ayant au moins une certification déposée aux répertoires nationaux) proposant plus de 22 000 certifications différentes, dont beaucoup d'entre elles sont éligibles au Compte personnel de formation (CPF).

Le portail des responsables de diplômes et certifications permet aux organismes certificateurs de s'informer sur leurs obligations réglementaires, et sur les processus de transmission des listes des titulaires de leurs diplômes, titres et certifications. Ce même portail permet d'accéder à un compte auquel ils doivent être habilités afin de réaliser le dépôt de ces listes.

Les candidatures doivent être déposées d'ici au 24 novembre 2023

<https://politiques-sociales.caissedesdepots.fr/appel-projets-cpf-listes-des-certificateurs-2e-vague>

APPRENTISSAGE – ALTERNANCE

Apprentissage : l'État aux côtés des jeunes

Portail du gouvernement, Octobre 2023

Le Gouvernement renforce son accompagnement auprès des jeunes à la recherche d'un Centre de formation d'apprentis (CFA) ou d'un contrat d'apprentissage.

Un annuaire des cellules régionales interministérielles d'accompagnement vers l'apprentissage est désormais en ligne. Créées en 2021 dans chaque région, ces cellules réunissent dans chaque territoire l'ensemble des acteurs de l'éducation, de l'emploi et de la formation pour offrir aux jeunes un service individualisé.

En septembre 2023, le Gouvernement a adressé un mail individualisé à 25.000 jeunes en recherche de contrat d'apprentissage pour leur indiquer les offres d'emplois dans leur région correspondant à leurs vœux d'orientation sur Affelnet et Parcoursup. Une nouvelle campagne de courriels a été lancée mi-octobre, et une autre suivra mi-novembre.

<https://www.gouvernement.fr/actualite/apprentissage-l-etat-aux-cotes-des-jeunes>

Charte pour un accompagnement responsable et de qualité des apprentis des établissements d'enseignement supérieur

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Octobre 2023, 20 p.

Cette charte définit les engagements des acteurs de l'apprentissage pour assurer un accompagnement de qualité des apprentis de l'enseignement supérieur en termes de pédagogie et de suivi de leur trajectoire.

Elle dégage des critères et des indicateurs qui permettront, dans une logique d'amélioration continue, de garantir cette qualité.

La charte n'entend pas se substituer aux référentiels existants ni répéter les dispositions réglementaires déterminées par ailleurs, mais a pour vocation de constituer la base d'une pratique vertueuse, à même de garantir aux apprentis des établissements de l'enseignement supérieur que les conditions de réussite dans leur parcours de formation sont réunies.

La charte embrasse toutes les étapes du processus, de la définition du projet d'orientation à l'accès à l'emploi. Elle propose également un outil permettant aux parties prenantes d'identifier les jalons d'une auto-évaluation visant l'excellence de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/charte-pour-un-accompagnement-responsable-et-de-qualite-des-apprentis-des-etablissements-d-93051>

EMPLOI

Expériences des Régions : Objectif plein emploi

Centre Inffo, Septembre 2023, 48 p.

Ce document réalisé dans le cadre du 19^e congrès de Régions de France, illustre les thématiques qui sont abordées en matière d'emploi, de formation et d'orientation professionnelles. Elle permet de prendre connaissance d'exemples de stratégies et d'initiatives portées par l'ensemble des Régions en faveur du plein emploi. Elle présente, en particulier, des actions innovantes portées par les 18 collectivités régionales, qui s'adressent aux personnes les plus éloignées de l'emploi et répondent aux besoins en compétences des entreprises par la formation.

<https://www.centre-inffo.fr/content/uploads/2023/09/congres-regions-de-france-2023-saint-malo-version-08092023-web.pdf>

ENTREPRISES

Les deux tiers des entreprises françaises fournissent un accès à distance aux outils de travail

BOUDROT Nicolas, Insee Première, n°1969, Octobre 2023, 4 p.

En 2022, plus de quatre entreprises françaises sur dix organisent des réunions par Internet, soit un peu moins que dans l'ensemble de l'Union européenne.

L'accès à distance aux outils professionnels est très répandu en France : les deux tiers des entreprises fournissent à au moins une partie de leurs salariés un accès à la messagerie professionnelle ainsi qu'aux documents et aux logiciels de l'entreprise, un peu plus que dans l'Union européenne.

En France, un peu plus de la moitié des entreprises concernées par le travail à distance donnent des directives en matière de sécurité des technologies de l'information et de la communication (TIC), contre près de deux tiers dans l'Union européenne.

Six entreprises sur dix prennent des mesures pour limiter la quantité de papier utilisée, deux fois plus que pour limiter la consommation d'énergie des équipements relatifs aux TIC.

Deux entreprises sur dix achètent du matériel informatique reconditionné, et six sur dix tiennent compte de leur impact environnemental lors de l'acquisition de matériel informatique. Lorsqu'il n'est plus utilisé, ce type de matériel est plus souvent recyclé que conservé, vendu ou donné.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7674969>

Les TIC dans les microentreprises en 2022

Insee résultats, Octobre 2023, 4 p.

Enquête sur l'usage de l'informatique et des technologies de la communication dans les entreprises de moins de 10 personnes (TIC-TPE)

Tableaux disponibles : accès à Internet et usages - Commerce électronique - Services de cloud computing - Sécurité des systèmes d'information - Les TIC et l'environnement.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7656563?sommaire=7656565>

Les entreprises familiales à l'épreuve des générations

BPI France, Septembre 2023, 50 p.

L'entrepreneuriat familial peut-il être un instrument de la transformation de l'économie et de la réussite des transitions écologiques, sociales, territoriales et industrielles ?

Pour répondre à cette question, Bpifrance Le Lab a mené une large enquête auprès d'entreprises, familiales et non familiales, permettant de comparer les deux et d'analyser en détail les réalités de l'entrepreneuriat familial. Le travail statistique a été enrichi de nombreux entretiens de dirigeants familiaux et d'experts (chercheurs, avocats, investisseurs, etc.).

Cette étude révèle la diversité au sein de l'entrepreneuriat familial, à travers cinq profils qui se distinguent très nettement.

<https://lelab.bpifrance.fr/Etudes/les-entreprises-familiales-a-l-epreuve-des-generations>

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lancement de la Mallette Cyber pour favoriser l'inclusion numérique

Agence nationale de la cohésion des territoires, Octobre 2023

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et Cybermalveillance.gouv.fr annoncent la mise à disposition de la Mallette Cyber, un ensemble de ressources dédiées au monde de la médiation numérique afin de protéger les publics les plus éloignés.

Cybermalveillance.gouv.fr et l'ANCT ont souhaité mettre à la disposition des tous les acteurs de la médiation numérique des contenus de sensibilisation prêts à l'emploi. L'objectif est de permettre à la fois de s'acculturer à la cybersécurité mais surtout de transmettre à leurs publics, au travers de contenus adaptés, des conseils pratiques et accessibles pour appréhender le sujet en toute sérénité et évoluer ainsi dans un numérique de confiance. La Mallette Cyber et son contenu sont accessibles gratuitement, en source ouverte (licence Etalab 2.0), et comprennent : - un livret pédagogique avec des fiches réflexes, des fiches pratiques pour sensibiliser à la cybersécurité et la présentation d'une activité ludique, - un support de médiation détaillant les menaces les plus courantes et les bonnes pratiques à adopter, - un jeu de carte permettant au public de s'approprier le sujet et les conseils à retenir, et - enfin une infographie synthétisant les bons réflexes pour optimiser sa sécurité numérique. La Mallette Cyber est accessible à la fois sur Cybermalveillance.gouv.fr et sur la base de l'ANCT.

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/lancement-de-la-mallette-cyber-pour-favoriser-linclusion-numerique-1242>

FORMATION PROFESSIONNELLE

Identifier les correspondances en certification professionnelle : obligations et opportunités

Centre Inffo, Octobre 2023, 72 p.

Ce dossier réalisé à l'occasion de la Master class « Identifier les correspondances en certification professionnelle : obligations et opportunités » propose une sélection d'articles, ainsi que des extraits de guides et notices de France compétences sur les correspondances en certification. Une bibliographie brosse le portrait de la certification professionnelle, le système et son contexte en France, les organismes certificateurs, leurs obligations et leurs pratiques.

https://www.ressources-de-la-formation.fr/index.php?lvl=cmspage&pageid=6&id_rubrique=413&opac_view=-1

Nouveaux succès pour les certifications de la branche des services de l'automobile

Observatoire de l'Anfa, Autofocus, n°104, Octobre 2023, 17 p.

5 240 personnes étaient inscrites à une certification de la branche des services de l'automobile s'achevant en 2022. Si la barre des 5 000 inscrits a donc été largement franchie en 2022 (+6 % par rapport à 2021), l'alternance qui représente le mode d'accès principal aux certifications a également continué de progresser : elle concerne désormais 75 % de ces inscrits (+ 4 points par rapport à 2021), devant les demandeurs d'emploi (12 %), la formation continue (12 %) et la VAE (1 %).

La certification Vendeur automobile reste la plus populaire des formations proposées par la branche (1 405 inscrits) devant les certifications Technicien expert après-vente automobile (695 inscrits), Mécanicien cycle (540 inscrits), Responsable d'unité d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite (308 inscrits) et Carrossier-peintre (308 inscrits).

Concernant le parcours en alternance, 93 % des titulaires de la certification en 2022 étaient en emploi au bout de six mois ; 66 % d'entre eux ont d'ailleurs décroché un emploi dans leur entreprise de formation.

<https://www.anfa-auto.fr/actualites/nouveaux-succes-pour-les-certifications-de-la-branche-des-services-de-lautomobile>

Dynamiser la formation : enjeux et opportunités du multimodal – Webinaire Synofdes le 14 novembre de 9h à 10h

Le Synofdes poursuit sa dynamique sur l'organisation de webinaires, en conviant le 14 novembre de 9h à 10h, trois expertes sur la formation multimodale :

Aurélia Bollé, secrétaire générale du FFFOD – Forum des acteurs de la formation digitale, présentera les derniers travaux du FFFOD, notamment le baromètre mesurant la transformation digitale du marché de la formation.

Bénédicte Moulet, directrice ingénierie qualité de l'Ifra, et Charlotte Lecoq, responsable d'ingénierie digitale à Léo Lagrange Formation. Elles partageront leur expertise sur l'intérêt du multimodal et les opportunités à saisir en tant qu'organisme de formation, tout en abordant les freins éventuels.

L'objectif visé est de mettre en lumière les avancées dans le domaine de la formation digitale.

<https://synofdes.org/actualites/webinaire-synofdes-dynamiser-la-formation-enjeux-et-opportunités-du-multimodal/>

Les entrées en formation des demandeurs d'emploi au 1^{er} trimestre 2023

Pôle emploi, Statistiques et indicateurs, Septembre 2023, 8 p.

Au 1^{er} trimestre 2023, on compte environ 296 030 entrées en formation de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Le nombre d'entrées en formation est en recul de 14,9 % sur un an.

<https://statistiques.pole-emploi.org/formation/formpub/219891>

Décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux - Octobre 2023

France compétences, Octobre 2023, 6 p.

Suite aux avis produits lors de la séance du 17 octobre 2023, le Directeur général de France compétences a procédé à des décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux. Ces décisions sont publiées sur le site de France compétences et seront ultérieurement publiées au journal officiel de la République française.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/decisions-denregistrement-aux-repertoires-nationaux-octobre-2023/>

Regards croisés sur la formation continue : Jean-Marie Luttringer et Carole Tuchszirer (épisode 1)

AEF, Octobre 2023

À l'occasion de ses 25 ans, AEF info lance une série de trois podcasts pour prendre du recul sur l'actualité et comprendre comment s'est construit notre système de formation professionnelle continue. Évolutions historiques, décisions politiques, mécanismes juridiques : au travers de trois entretiens croisés, AEF info fait le point sur les éléments qui ont structuré le système actuel. Le juriste et spécialiste de la formation professionnelle, Jean-Marie Luttringer, et la socioéconomiste, chercheuse au Cnam, Carole Tuchszirer, ont accepté de participer au premier épisode.

<https://www.aefinfo.fr/depeche/700893-regards-croises-sur-la-formation-continue-un-podcast-avec-jean-marie-luttringer-et-carole-tuchszirer-episode-1>

Formation et Handicap - Forma Radio

Ce podcast présente la loi, des retours d'expériences concrètes, l'engagement sociétal.

<https://formaradio.fr/formation-et-handicap/>

Semaines de l'évolution professionnelle – Replays

Tous les replays de la 4^e édition des "semaines de l'évolution professionnelle", coorganisée par l'APEC, le Réseau EVA, le Groupement Evolution, BGE Guyane, Anthéa RH Corse et Aksis Martinique, avec le soutien du Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion sont disponibles sur la chaîne youtube.

<https://www.youtube.com/@semainesdelevolutionprofes5257/videos>

INSERTION DES JEUNES

Débuter un bac pro : pour quels diplômes et quelle insertion ?

COUPPIE Thomas, SAWADOGO Arthur, *Céreq Etudes*, n°52, Octobre 2023, 32 p.

Diplômés, décrocheurs, ou en poursuite d'études, quel devenir sur le marché du travail pour les jeunes inscrits initialement en bac pro ? Les auteurs ont reconstitué à partir de l'enquête Génération les parcours de 213 500 jeunes entrés dans un cursus de baccalauréat professionnel. Cette étude produite à la demande de la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels, mesure les bénéfices et les risques sur l'insertion professionnelle de leur niveau de sortie : de la seconde professionnelle à l'enseignement supérieur.

Au-delà de la diversité des parcours, cette étude confirme le rôle déterminant du niveau de formation initiale dans l'accès à l'emploi.

Elle démontre l'intérêt de lutter contre le décrochage, d'autant plus quand celui-ci intervient précocement.

Elle met en évidence que l'obtention d'une certification complémentaire d'un an au bac pro peut s'avérer presque aussi gratifiante qu'une poursuite d'études réussie dans l'enseignement supérieur et clairement plus gratifiante si cette poursuite d'études se solde par un échec.

En revanche, le pari de l'enseignement supérieur devient gagnant pour ceux qui en sortent diplômés, en termes de qualité d'emploi (statut, qualification et rémunération).

<https://www.cereq.fr/bac-professionel-insertion>

Guide du Service Civique pour les Missions Locales

UNML, Octobre 2023, 12 p.

Suite au renouvellement de l'agrément en 2023 par l'Agence du Service Civique, l'Union nationale des Missions Locales a mis à jour la version 2024 du guide du Service Civique pour les Missions Locales.

<https://www.unml.info/file?ID=40585&document=40584>

INSERTION PUBLIC EN SITUATION DE HANDICAP

Le taux de chômage des personnes reconnues handicapées recule nettement entre 2015 et 2022

COLLET Marc, *Dares Focus*, n°55, Octobre 2023, 2 p.

En 2022, 38 % des personnes reconnues handicapées sont en emploi, soit près de deux fois moins que dans l'ensemble de la population. Leur taux de chômage atteint 12 %, en nette baisse par rapport à 2015 (17 %).

L'évolution de leurs taux d'emploi et de chômage est comparable à celle de l'ensemble de la population entre 2015 et 2019.

En 2022, un peu plus de 2,9 millions des personnes âgées de 15 à 64 ans et vivant en ménage ordinaire disposent d'une « reconnaissance administrative d'un handicap ». Ces personnes représentent 7,1 % de la population en âge de travailler mais seulement 4 % des personnes en emploi (1,1 million sur 27,8 millions)

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/le-taux-de-chomage-des-personnes-reconnues-handicapees-recule-nettement-entre-2015-et>

SECTEURS D'ACTIVITE – METIERS

ROMA 2023. Rapport de l'Observatoire sur les métiers et les formations des salariés de l'assurance. Données au 31 décembre 2022

Observatoire de l'évolution des métiers de l'assurance, Octobre 2023, 44 p.

Avec 154 700 salariés au 31 décembre 2022, l'assurance poursuit la croissance continue de ses effectifs consolidés. Sur l'année, 1 400 postes supplémentaires (+0,9 %) ont été générés par la branche professionnelle. Cumulée sur les 10 dernières années, la création nette d'emplois s'élève à 7 100 personnes (+4,8 %).

Malgré un turnover reparti à la hausse, les recrutements font plus que compenser les départs et battent tous les records antérieurs : 18 600 embauches. Si près de 4 nouveaux entrants sur 5 se situent à un niveau \geq Bac+2, les niveaux \leq Bac (20,5 %) continuent d'occuper une place conséquente dans les politiques de recrutement des entreprises. Dans ce cas, il s'agit surtout d'alternants visant l'obtention d'un diplôme de niveau Bac+2, ou alors de professionnels expérimentés, principalement dans les métiers de la relation client (vente sédentaire et itinérante, indemnisation, gestion des opérations d'assurances).

En 2022, on observe que la part des CDI augmente et concerne 58,7 % des embauches, notamment en réponse aux fortes tensions qui subsistent sur le marché du travail. L'alternance n'est pas en reste et rassemble toujours un quart des recrutements : 4 650 nouveaux entrants en 2022 (soit 250 personnes de plus qu'en 2021). Ajoutés à ceux déjà en poste, ce sont ainsi plus de 6 700 alternants qui travaillent dans les sociétés d'assurances, soit 4,4 % des effectifs totaux. Pour rappel, ils n'étaient "que" 1 260 en 2002 et 3 940 en 2012...

Après deux années de baisse, la part des femmes dans les effectifs réaugmente à nouveau : 60,9 %, soit le plus haut niveau jamais atteint dans l'assurance.

En matière de formation professionnelle, 2022 confirme le fort intérêt des entreprises au développement permanent des compétences de leurs salariés, plus particulièrement ceux en charge de la relation client (commerciaux, indemniateurs et gestionnaires de contrats). Les formations à distance (FOAD) ont concerné la quasi-totalité des salariés formés (95,4 %), sur une durée cumulée de 15 heures en moyenne, soit 42,5 % du total des heures de formation dispensées en 2022.

<https://www.metiers-assurance.org/ressources-publications-2/>

L'industrie alimentaire

Pôle emploi, Octobre 2023

Premier secteur industriel français et européen par son chiffre d'affaires, l'industrie alimentaire est également le premier par ses effectifs et compte à elle seule plus de 400 000 salariés.

L'industrie alimentaire, encore appelée « industrie agroalimentaire » (en abrégé IAA) est l'ensemble des activités industrielles qui transforment des matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en produits alimentaires destinés essentiellement à la consommation humaine. Ainsi, l'industrie alimentaire ne comprend pas l'agriculture qui élève les produits vivants, cultive les plantes et fruits, et les fournit à l'industrie agroalimentaire.

Chiffres-clés : La France est la 5ème industrie agroalimentaire mondiale - En 2021, le secteur agroalimentaire réalisait un chiffre d'affaires de 198 milliards d'euros - 17 372 entreprises employant 459 803 salariés en 2019 - Tissu économique constitué à 98 % de TPE et PME.

La diversité des métiers et la richesse des postes à pourvoir à tout niveau de qualification est l'une des grandes forces de l'agroalimentaire. Ses industries proposent une large palette de métiers, avec de réelles perspectives à la clé, mais peinent parfois à recruter. C'est le cas notamment dans la production, à certains postes comme : conducteur de ligne, opérateur de transformation des viandes, conducteur d'installations automatisées ou boucher.

Les métiers de la maintenance et de l'automatisation (technicien de maintenance, chef de projet et automaticien) sont quant à eux en recherche d'ouvriers niveau Bac ou de techniciens à Bac +2/3.

Les préparateurs de commande, acheteurs, responsables et coordinateurs logistiques, contrôleurs qualité, commerciaux ou techniciens en laboratoire et Recherche & développement (R&D) et les fonctions supports (marketing, informatique...) sont aussi des profils prisés des entreprises du secteur.

<https://www.pole-emploi.fr/actualites/le-dossier/agroalimentaire-industrie-et-cha/lindustrie-alimentaire.html>

Les chiffres clés du sport - 2023

INJEP, *Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire*, Octobre 2023, 66 p.

Voir en particulier les rubriques : Les diplômes sportifs - L'économie du sport - Emploi, bénévolat, volontariat sportifs.

<https://injep.fr/publication/les-chiffres-cles-du-sport-2023/>

Les employeurs des salariés intermittents du spectacle au 1^{er} trimestre 2023

Pôle emploi, Statistiques et indicateurs, Octobre 2023, 12 p.

Au cours du 1^{er} trimestre 2023, 47 400 employeurs (+17,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022) ont employé au moins un salarié intermittent du spectacle relevant du champ d'application des annexes 8 et 10 de l'Assurance chômage. Tous les autres indicateurs sont aussi à la hausse sur la même période: de +6,6 % pour le nombre de salariés à +9,5 % pour la masse salariale. Télécharger également les données régionales du 1^{er} trimestre 2023.

<https://www.pole-emploi.org/statistiques-analyses/entreprises/emploi-intermittents-du-spectacle/les-employeurs-des-salaries-intermittents-du-spectacle-au-1er-trimestre-2023.html?type=article>

Panorama emploi formation de la branche transport fluvial

Opco Mobilités, Octobre 2023

Tour d'horizon des chiffres clés de la branche sur l'emploi et la formation.

<https://www.opcomobilites.fr/espace-observatoires/actualites/detail/decouvrez-le-panorama-de-la-branche-transport-fluvial>

Énergies renouvelables en mer : des métiers d'avenir porteurs de sens et qui recrutent

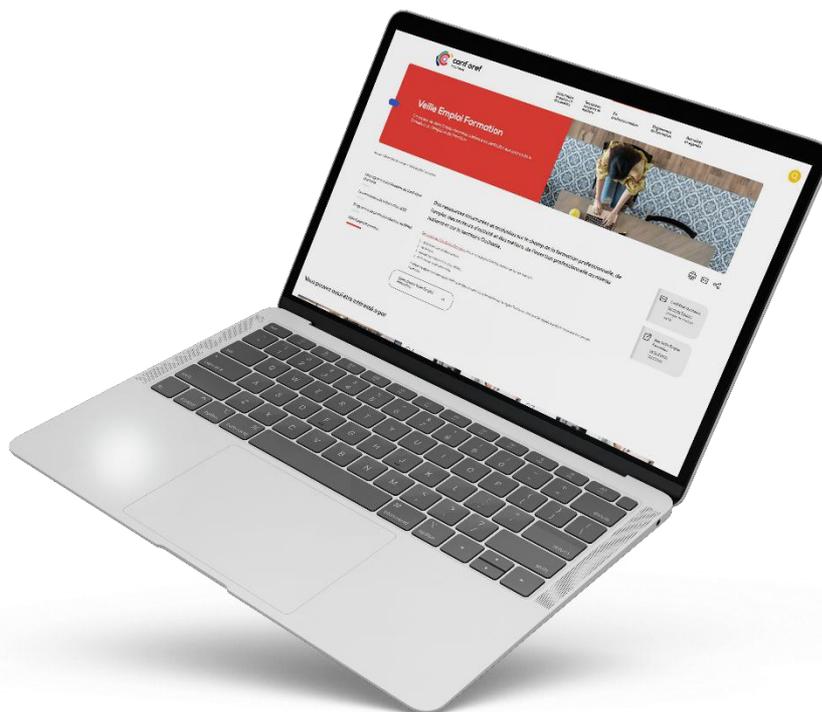
Observatoire des énergies de la mer, Les notes de l'Observatoire, n°22, Octobre 2023, 7 p.

La filière qui comptabilisait près de 2 100 emplois fin 2018 (quelques mois avant le lancement de la construction du parc de Saint-Nazaire) en compte désormais près de 7 500 (soit une hausse de 5 400 emplois en 4 ans). À travers le « Pacte pour l'éolien en mer » signé début 2022 avec le Gouvernement, la filière nationale de l'éolien en mer s'engage à atteindre 20 000 emplois sur le territoire d'ici 2035. Ce sont donc près de 13 000 emplois qui devraient être créés au sein de la filière d'ici 2035, rien que pour l'éolien en mer. Ces recrutements représentent un enjeu majeur, tant du point de vue de l'offre de formation que de celui de la disponibilité des compétences, pour la réussite du déploiement de l'éolien en mer. Cette problématique doit être prise à bras le corps dès aujourd'hui pour disposer des formations nécessaires sur le territoire national, créer des emplois localement et permettre la bonne réalisation des projets. Ce constat sera d'autant plus pertinent si le Gouvernement lance un appel d'offres « massif » en 2025, multipliant les besoins pour construire de nombreux projets simultanément à horizon 2035. Cette perspective offre une opportunité unique à toutes les personnes souhaitant donner du sens à leur travail en contribuant à la transition énergétique, et évoluer dans un secteur industriel de haute technologie offrant une grande diversité de métiers.

<http://merenergies.fr/>

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site du Carif-Oref Occitanie

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>



La veille emploi-formation du Carif-Oref Occitanie

Directeur de publication : Pierre MONVILLE

Rédaction : Sandrine ROUSSEL

Réalisation : Carif-Oref Occitanie



Projet cofinancé par le Fonds Social Européen